

**VILLE  
DE  
BAUME - LES - DAMES**



**DOUBS**

DÉPARTEMENT DU DOUBS  
Canton de Baume les Dames  
Arrondissement de Besançon

**COMMUNE DE BAUME LES  
DAMES**

(N°INSEE : 25047)

**Nombre de membres**

- En exercice : 29
- Présents : 21
- Votants : 26
- Ayant donné procuration : 5
- Absents : 3

**Date de convocation**

09/11/2022

**Date d'affichage**

22/11/2022

**Extrait du registre des Délibérations du Conseil Municipal  
Séance du 15 novembre 2022**

L'an DEUX MILLE VINGT DEUX, le QUINZE NOVEMBRE, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de BAUME LES DAMES s'est réuni à la Salle du Conseil Municipal après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Arnaud MARTHEY, Maire, pour la session ordinaire du mois de NOVEMBRE.

**Etaient présents (21) :**

Arnaud MARTHEY, Gérard GLEIZE, Francine COUDON, Christian BASSENNE, Sylviane MARBOEUF, Julien BOILLLOT, Jean-Claude MAURICE, Jean-Claude ALAMPI, Jean-Marc VUILLEMIN, Dominique MISCHI, Laure THIEBAUT, Emmanuelle WISSANG-GIRARD, Christelle LAMBERT, Sébastien FERNIOT, Frédéric SERGENT, Thomas VIGREUX, Sandra BOUHESSANE, Emilie GOGAND, Maud BEAUQUIER, Soazig BONFILS, Florian CORDIER.

**Procurations données (5) :**

Marie-Christine DURAI donne pouvoir à Arnaud MARTHEY  
Colette ROMANENS donne pouvoir à Francine COUDON  
Annie GIRARDAT donne pouvoir à Christian BASSENNE  
Charline BARDEY donne pouvoir à Christelle LAMBERT  
Camille LIARD donne pouvoir à Annie GIRARDAT

**Absents (3) :**

Bruno DEBRIE  
Philippe RONDOT  
Christian LANIER

Il a été procédé conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'élection d'un secrétaire pris dans le Conseil Municipal, Francine COUDON ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur le Président a déclaré la séance ouverte.

**Délibération n° 23/2022**

**Objet : Définitions des critères d'adhésion au CNAS**

Le Maire, rappelle à l'assemblée :

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 9 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 88-1 ;

Vu l'avis du Comité Technique,

Considérant que l'article 88-1 de la loi du 26 janvier 1984 pose le principe de la mise en œuvre d'une action sociale par les collectivités territoriales et leurs établissements publics au bénéfice de leurs agents et qu'il s'agit d'une obligation légale et d'une dépense obligatoire pour les collectivités territoriales qui doit figurer dans le budget.

Considérant que l'action sociale vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, et à les aider à faire face à des situations difficiles et que dans ce cadre, des prestations d'action sociale individuelles ou collectives peuvent être octroyées ;

Considérant que ces prestations présentent les caractéristiques suivantes :

- le bénéficiaire doit participer, hormis dispositions spécifiques à certaines prestations, à la dépense engagée. Cette participation doit tenir compte, sauf exception, de son revenu et, le cas échéant, de sa situation familiale.
- elles ne constituent pas un élément de la rémunération, et sont attribuées indépendamment du grade, de l'emploi et de la manière de servir.

Considérant que la jurisprudence administrative caractérise l'action sociale en fonction de la prise en considération de la situation sociale, économique et familiale de chaque agent et qu'une aide prévue indistinctement en faveur de l'ensemble des agents peut être considérée comme un complément de rémunération, a fortiori si son montant est élevé.

Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant de déterminer le type d'actions à mener et le montant des dépenses à engager pour les prestations d'action sociale, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.

Considérant que la gestion des prestations peut être assurée :

- par les collectivités locales et établissements publics territoriaux
- pour tout ou partie et à titre exclusif, par des organismes à but non lucratif ou des associations nationales ou locales type loi de 1901.

Le CNAS, association loi 1901 à but non lucratif, est un organisme de portée nationale qui a pour objet l'amélioration des conditions de vie des personnels de la fonction publique territoriale et de leurs familles.

A cet effet, il propose à ses bénéficiaires un très large éventail de prestations (aides, secours, prêts sociaux, vacances, loisirs, culture, chèques-réduction...) qu'il fait évoluer chaque année afin de répondre à leurs besoins et à leurs attentes.

Considérant que la Ville de Baume les Dames adhère au CNAS (Comité National de l'Action Sociale), il convient de définir les règles de cotisations.

### 1. Liste des bénéficiaires

La Ville de Baume les Dames choisit de cotiser pour les agents suivants :

- en activité :
  - Titulaires
  - Stagiaires de la fonction publique
  - Contractuels au-delà d'un an d'ancienneté ou pour des contrats supérieurs à un an ;
- retraités :
  - agents en retraite avant le 1<sup>er</sup> janvier 2022 utilisant les services du CNAS
  - agents en retraite à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 : pendant 5 ans au maximum, vérification chaque année de l'utilisation du service sinon radiation.

L'adhésion des agents placés en disponibilité ou en détachement pour une durée supérieure à 6 mois pour l'année à venir sera suspendue.

### 2. Montant des cotisations et validité de l'adhésion

Le montant des cotisations, forfaits actif et retraité, est fixé par le Conseil d'Administration du CNAS.

Le dossier d'actualisation édité chaque début d'année (prenant en compte uniquement les arrivées au 01/01/N) permet de générer l'appel à cotisation initial.

L'ajout de bénéficiaires en cours d'année fait l'objet d'appel à cotisation complémentaire (proratisé).

Lorsque la Ville paie une adhésion pour un agent, celle-ci est valable jusqu'au 31/12/N même en cas de départ de la collectivité.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires.**

### Vote du Conseil :

**Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0**

**Le Maire,  
Arnaud MARTHEY**

